

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

MARDI 11 FÉVIER 2014

N° 17.829

Le 1er février, Steve a perdu un œil suite au tir d'un policier

## PCR : «QUE LA VÉRITÉ ÉCLATE LE PLUS TÔT POSSIBLE»



(photo d'archives TonioX)

Dans un climat social tendu, une intervention de policiers a eu des conséquences dramatiques.

**Spectateur d'une manifestation, un jeune Réunionnais a perdu un œil à la suite d'un tir d'un policier. Le PCR demande que la vérité éclate le plus tôt possible et estime que Manuel Valls devra apporter des réponses concrètes aux Réunionnais sur cette affaire. Le Parti communiste réunionnais rappelle que ce n'est pas la première fois que de tels faits se produisent au Port: en 1994, Théo Hilarion a été mutilé par le tir d'un gendarme, il a fallu 14 ans pour que les responsables soient jugés en Cour d'assises.**

**L**e 1er février dernier au Port, une manifestation éclate dans un contexte social tendu. Steve, un jeune Réunionnais spectateur de la manifestation, est pris à partie par les forces policières. Un policier lui a tiré dessus, le projectile lui a emporté l'œil. Steve dit avoir ensuite été frappé à terre par des représentants de l'État. Hospitalisé d'urgence, Steve a perdu l'usage d'un œil malgré tous les soins prodigués. Le 3 février, le père de Steve dépose plainte. Les faits sont suffisamment graves que le procureur a dû ouvrir une information judiciaire pour coups et blessures d'un dépositaire de l'autorité publique ayant entraîné une infirmité permanente. L'inspection générale de la police nationale a donc été saisie. Ses enquêteurs sont arrivés ce lundi à La Réunion.

Le PCR rappelle que ce n'est pas la première fois que des représentants de l'État agissent de la sorte au Port. En 1994, lors d'une manifestation de dockers, des

gendarmes ont eu ordre de tirer sur les travailleurs. Le docker Théo Hilarion a reçu une balle en pleine tête, il a perdu un œil. Quelques jours après les faits, l'arme du crime avait disparu. Finalement, 14 ans après les faits, deux gendarmes sont jugés par la Cour d'assises. Théo Hilarion a alors décidé de pardonner, ce qui a permis l'acquittement des deux représentants de l'État.

Au moment où commence l'enquête sur la mutilation de Steve, le PCR demande que tout soit fait pour que la vérité éclate le plus tôt possible.

Depuis le 1er février, un jeune Réunionnais a perdu un œil, c'est irréversible. La visite du ministre de l'Intérieur est annoncée pour le mois d'avril. Le PCR estime que Manuel Valls devra apporter des réponses concrètes aux Réunionnais sur cette affaire. Car il ne peut être question qu'il faille encore attendre 14 ans pour que la justice soit rendue.

Le 10 février 2014

Pour le Secrétariat,  
Yvan Dejean, secrétaire général

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès  
69<sup>e</sup> année

### DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

### RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
EMAIL RÉDACTION : [temoignages@wanadoo.fr](mailto:temoignages@wanadoo.fr)  
SITE WEB : [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

### ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :  
[avis.temoignages@wanadoo.fr](mailto:avis.temoignages@wanadoo.fr)  
EMAIL PUBLICITÉ : [pub.tem@orange.fr](mailto:pub.tem@orange.fr)

## Édito

## Suisse : le coup de tonnerre

Dimanche, les Suisses étaient appelés à se prononcer par référendum sur une nouvelle loi plus restrictive en matière d'immigration. La Suisse est un pays prospère, entouré par une Union européenne en pleine crise. A la surprise des dirigeants européens, le "oui" l'a emporté en Suisse avec un score de 50,3%, soit une avance de 20.000 voix sur 3 millions de votants. L'application de cette loi concernera tous les immigrants, y compris les ressortissants de l'Union européenne. En France, chaque jour des dizaines de milliers de travailleurs franchissent la frontière pour prendre leur poste en Suisse, là où les salaires sont bien plus élevés qu'en France. De plus, la Suisse est un pays où le taux de chômage est beaucoup moins important qu'en France, le recours à l'immigration pour faire tourner l'économie est donc très important. Commentant le résultat, le "Berliner Zeitung" rappelle que 23% des habitants de la Suisse ne sont pas des ressortissants de ce pays.

Les partis d'extrême droite se réjouissent de ce résultat. C'est la manifestation concrète de toute la campagne contre l'immigration menée sur fond de crise économique en Europe.

Totalement pris de court, les dirigeants des Etats de l'Union européenne brandissent la menace de sanctions. Le vote de la Suisse remet en cause un des piliers de l'Union européenne: la libre circulation des travailleurs. Parmi les conséquences possibles du résultat du référendum figure la remise en cause de tous les accords bilatéraux signés entre l'Union européenne et la Suisse.

A quelques mois des élections européennes, c'est une crise majeure qui est en train de se dessiner.

Pour tous les partis populistes, c'est un coup d'accélérateur. A 4 mois du scrutin, ils voient un pays voter pour un de leurs principaux arguments de campagne. Or, la situation économique de la Suisse n'est pas aussi grave que celle de la France, de l'Espagne, de la Grèce ou des pays d'Europe de l'Est.

Le vote en Suisse est un coup de tonnerre, car il fait craindre que dans 4 mois, l'extrême droite fasse un score très inquiétant aux prochaines élections européennes. Les démocrates arriveront-ils à écarter cette menace?

J.B.

## Une économie néo-coloniale dénoncée par l'UFC Que-Choisir-Réunion

## Non au pillage de La Réunion par le monde bancaire !



Quel est le surcoût que les Réunionnais doivent supporter pour les services bancaires?

## Un avant goût de la route en mer ?

## Des travailleurs polonais embauchés pour le centre de tri

Réunion Première a révélé hier une histoire très sensible dans un pays où le taux de chômage est proche de 30%.

Une société française ayant remporté un appel d'offres a fait venir des travailleurs polonais pour le chantier. Un aperçu de ce qui arrivera si jamais Didier Robert pouvait lancer son chantier de route en mer?

Réunion Première a révélé hier la présence d'ouvrier polonais sur un chantier de modernisation du centre de tri de Pierrefonds. C'est la CIVIS qui a attribué le marché à une société basée en France, Ar-Val. Pour répondre à l'offre, elle a embauché 30 dont 12 Polonais. Se pose en effet la question de la gestion prévisionnelle des emplois. Car comment expliquer qu'il ne soit pas possible que des Réunionnais puissent occuper tous les postes créés? Si

les compétences n'étaient pas toutes disponibles, pourquoi ne pas avoir organisé des formations?

La répétition de ces faits montre bien la nécessité d'une réforme des règles dans la politique de l'emploi à La Réunion.

Cet exemple est-il un avant goût de ce qui se passera si jamais Didier Robert peut lancer son projet de route en mer? Car la semaine dernière, des apprentis scaphandriers ont été montré aux médias, mais quid des autres emplois?

L'UFC Que-Choisir-Réunion vient de se pencher sur les mœurs de nos chères (coûteuses) banques «péi»: le vendredi 7 février dernier, elle a publié son enquête sur les tarifs pratiqués par les banques de l'île et les prélèvements SEPA. La fédération départementale parle de résultats «regrettables» et demande aux parlementaires réunionnais «d'intervenir pour garantir enfin concurrence et sécurité dans le secteur bancaire». Ces dérives sont qu'autant plus inadmissibles qu'en juillet 2012 il avait été décidé: «Toutes les commissions interbancaires vont être révisées à la baisse, et les principales d'entre elles seront supprimées». Les principales commissions devaient donc être réduites de 50% dès le 1er septembre 2012 avant d'être supprimées définitivement le 1er septembre 2013

Le non-respect de cet engagement confirme l'importance et la gravité du pillage de La Réunion par le monde bancaire dans le cadre du système néo-colonial mis en place après l'abolition officielle du statut de colonie du pays par la loi du 19 mars 1946. Un système injuste, dénoncé notamment par le PCR. Des années durant, la main sur le cœur, les banques juraient que les frais bancaires étaient justifiés et incompressibles au point que leur suppression entraînerait leur faillite à coup sûr. Et boum! les voilà démasquées. Tout récemment encore, en 2009, souvenons-nous des ricanements et quolibets ayant accueilli les revendi-

cations du COSPAR ciblant les tarifs des banques. Depuis des années, de multiples associations dénonçaient ces manipulations.

Frappant durement les plus fragiles, les banques ont écumé et détourné des milliards au seul profit de leurs actionnaires. L'argent ainsi capté servant à d'hasardeux et désastreux paris sur les places boursières.

Au siècle dernier, dans les années 70, la pub de la BNP était: «votre argent nous intéresse». Surtout lorsque ce sont les déposants qui en paient les intérêts... au lieu d'en recevoir. Mais est-il pensable de rendre moral un système par essence immoral?

## Conférence de presse de la section PCR de Saint-André

La Section PCR de Saint-André a tenu ce lundi 10 février un point de presse pour réagir aux propos tenus par Claudy Fruteau lors de meeting de samedi dernier.

Jacky The Seng et Paul Denemont ont estimé insultante l'affirmation selon laquelle Eric Fruteau a gagné tout seul les élections municipales de mars 2008.

Ils ont abordé également l'accusation de trahison lancée par l'épouse du maire de Saint-André à l'égard des deux tiers des élus qui ont lâché Eric Fruteau.

Autre point abordé, la promesse démagogique de titularisation des employés communaux faite par Claudy Fruteau.

Demain dans «Témoignages», le compte-rendu.

## Mutation des policiers réunionnais à La Réunion

# La seule solution, la mobilisation

L'AJFER - Nou Lé Kapab a publié sur son site noulekapab.com, un compte-rendu du rassemblement des Fonctionnaires Ultramarins, vendredi 7 février, à Saint Pierre.



Forte participation vendredi dernier à Saint-Pierre pour la mobilisation du Collectif des Fonctionnaires Ultramarins.

**D**evant plusieurs centaines de personnes, réunies au Domaine Mon Caprice, à Saint-Pierre, Idriss Ranga, organisateur du Collectif des Fonctionnaires Ultramarins, a invité plusieurs élus et représentants d'association, afin de préparer la mobilisation prévue lors de la venue de Manuel Valls, ministre de l'Intérieur, à La Réunion.

En dépit des appels lancés aux parlementaires, seuls le sénateur Paul Vergès, la présidente du Conseil Général Nassimah Dindar, Michel Fontaine, maire de Saint Pierre et Yolaine Coste, conseillère régionale, étaient présents. L'absence des parlementaires et notamment des députés a vivement été contestée par l'assemblée, qui attendait plus que des paroles de leur part.

## Des revendications simples

Le but de ce rassemblement du 7 février était aussi l'occasion pour les familles de s'exprimer et de faire partager leurs difficultés et souffrances. Des souffrances de plus en plus vives, à cause de l'attente des familles, des déchirements, du mépris reçu par certains Réunionnais en France. Des problèmes qui laissent désormais place à la lassitude, la colère et la

volonté de peser plus activement. Le temps n'est plus aux rapports ou aux lois, mais à une application immédiate des propositions faites par le Collectif. A savoir le retour à l'ancienneté de la demande, étendre les critères de mutation dans la fonction publique aux centres d'intérêts matériels et moraux, comme «la prise en compte de la connaissance de la langue, des us et coutumes de La Réunion» a expliqué Idriss Ranga.

Un constat est certain pour les participants : l'injustice du traitement fait aux Réunionnais doit cesser. D'autant plus que «certains demandent leur mutation, au bout d'une demande ils sont mutés à La Réunion», a expliqué Idriss Ranga, qui a affirmé qu'il ne s'agit pas «d'être contre l'arrivée des zoreys», mais «on veut que les choses changent». C'est une question de «justice sociale et d'égalité», comme l'a expliqué Paul Vergès.

Parmi les intervenants, un homme a affirmé que «les actions doivent être menées par nos politiques». Une remarque soulevée par Nassimah Dindar, qui a expliqué que «nous aussi, élus nous n'avons jamais gagné». Bien qu'aux Antilles, «ils gueulent tous ensemble, c'est pour ça qu'ils gagnent. Nous, on fait des élections avant de se battre. Il que ce soit

La Réunion entière qui gagne». La présidente du Conseil Général a relayé la proposition de Paul Vergès, indiquant que «c'est une bonne proposition».

## L'unanimité des réunionnais

Le sénateur Paul Vergès a en effet proposé au Collectif de créer une plate-forme de revendication, devant être présentée à l'ensemble des candidats et élus de La Réunion, pour ainsi avoir «l'unanimité de tous» sur le problème des mutations des Réunionnais. Avec les élections, il est possible de peser sur le gouvernement, la plate-forme est remise à tous les candidats, qui si ils sont d'accord signent. «Si tout le monde dit oui, quand Valls arrive, on lui dit voila l'unanimité des réunionnais pour donner satisfaction au Collectif. Valls ne pourra pas dire qu'il ne le fait pas» parce qu'il y aura «cette plate-forme signée par tous».

Paul Vergès s'est indigné car «c'est comme si il fallait une loi pour que les Réunionnais rentrent leurs cases». Raison pour laquelle, le Collectif appelle à la mobilisation lors de la venue de Manuel Valls pour faire avancer les choses. Pour sa part, Michel Fontaine a évoqué «l'union de tous les parlementaires quelque

soit son appartenance pour faire revenir nos enfants à La Réunion». De son côté, Gilles Leperlier, président de l'AJFER - Nou Lé Kapab a fustigé les élus, et notamment les parlementaires qui n'ont pas répondu présents ce samedi 8 février. «Malgré les beaux discours, malgré la volonté politique quand les élections arrivent, malgré tout, si on ne se bat pas, si on ne mène pas la lutte, on ne gagne pas. Les choses ne sont pas automatiques, le Créole passe toujours après», a expliqué ce dernier. C'est pourquoi nous allons «continuer à mener la lutte pour que plus aucun poste n'échappe aux Réunionnais à La Réunion».

Face à la détresse des familles et au blocage fait par les politiques actuels, Gilles Leperlier a affirmé que «nous n'allons pas attendre un rapport, nous n'allons pas attendre un projet de loi». Parce que quand «le gouvernement dit A, il fait l'inverse. Dans la réalité, il y a une différence. Entre le discours et les faits. En attendant, le Créole reste sur le bord du chemin et il y a toujours une personne de l'extérieur qui vient prendre la place». Il faut continuer à mener la lutte pour les policiers et pour tous les Réunionnais. La seule solution «c'est le rapport de force» a affirmé le président de l'AJFER - Nou Lé Kapab, «nous devons nous mobiliser, nous réunir sur l'essentiel. La priorité c'est l'emploi aux Réunionnais. Il n'y a pas plus urgent».



Gilles Leperlier appelle à «continuer à mener la lutte pour que plus aucun poste n'échappe aux Réunionnais à La Réunion».

## Journée internationale de rencontre poétique à Salazie

# Oui à la poésie pour décoloniser l'Indianocéanie

**La 5ème édition de la Journée de rencontre poétique, organisée chaque année depuis 2010 par l'Association des Amis d'Auguste Lacaussade (AAAL), s'est déroulée samedi dernier au collège Auguste Lacaussade de Mare-à-Citrons (Salazie). Une journée qui a toujours eu une dimension internationale, en étant ouverte aux poésies de tous les peuples de notre région, comme ce fut déjà le cas lors des précédentes éditions, avec notamment des représentants de Maurice, des Seychelles, de Madagascar et de l'Inde.**

Cette année, la journée fut consacrée aux œuvres poétiques des Comores, de Rodrigue et de La Réunion, avec des contributions très intéressantes d'intervenants fort compétents et des échanges très riches avec le public, composé de plusieurs dizaines de personnes. Avant l'ouverture des travaux au collège, plusieurs d'entre elles se sont rendues au cimetière d'Hell-Bourg devant la tombe d'Auguste Lacaussade pour rendre hommage à ce grand poète réunionnais anti-esclavagiste. Ensuite, la rencontre a été ouverte au collège par Prosper Ève, président de l'AAAL, qui a évoqué la célébration du 199ème anniversaire d'Auguste Lacaussade et le 8ème anniversaire du retour de ses restes au pays. Puis l'historien, professeur à l'Université de La Réunion, a évoqué de façon passionnante la vie et l'œuvre d'Évariste de Parny, né en 1753 à La Réunion et décédé en 1814 à Paris, qui «a fait le lien entre la philosophie et la poésie» en s'engageant

avec détermination comme «anti-esclavagiste et révolutionnaire».

**«Un développement harmonieux par l'autonomie»**

La commissaire de la jeunesse et de la culture de Rodrigue, ce pays autonome de la République de Maurice depuis 12 ans, est intervenue pour prôner «la fraternité indianoocéanienne dans l'unité de nos peuples» et le respect de l'identité de chacun. À ce sujet, Rose de Lima Édouard a présenté les combats menés par le peuple rodriguais «pour un développement harmonieux par l'autonomie pour préserver son identité». Puis la parole a été donnée à un grand poète comorien, qui a notamment évoqué de façon très émouvante les tragédies vécues par nos sœurs et frères de l'archipel des Comores, victimes de la politique néocoloniale menée par l'État français dans son pays. Soeuf El Badawi a cité le cas des 20.000 personnes migrantes dans les kwas-

sa-kwassa mortes en mer depuis 1995, suite à la publication du «visa Balladur». Il a également rappelé que l'Organisation des Nations Unies a déjà voté 22 résolutions contre l'occupation française de l'île comorienne de Mayotte, en déclarant que «la relation coloniale nous empêche d'être sereins dans l'Indianocéanie».

**«Une île d'union, une île d'amour»**

La poétesse réunionnaise Céline Séry a plaidé pour la valorisation de l'identité du peuple réunionnais, en exaltant «une île d'union, une île d'amour», puis «un peuple martyr et peuple de gloire». D'autres poètes réunionnais sont intervenus dans le même sens, comme Monique Séverin et Freddy Lafable, ainsi que les poètes rodriguais Arlette Perrine-Bégué et Bernardin Moutien.

Chaque intervention était suivie d'un débat et à cette occasion, un grand nombre de personnes ont pris la parole pour souligner que la poésie peut et doit contribuer à enrichir notre interculturalité, faire respecter les droits humains dans nos pays et décoloniser l'Indianocéanie. Ce fut le cas notamment du journaliste réunionnais Paul Hoarau, qui a exprimé sa solidarité avec les peuples frères de notre région, en souhaitant «que les barrières, les murailles et les fossés qui nous séparent encore disparaissent; allons bâtir une coopération solidaire, où chacun contribue à un développement commun, renforce le cousinage de nos peuples et la libération de l'Indianocéanie».

## Conférence à l'Université de La Réunion après les élections malgaches

# Quelles perspectives pour le co-développement solidaire entre La Réunion et Madagascar ?

**Ce jeudi soir a eu lieu à l'amphi Élie de la Faculté des Lettres au Moufia une conférence-débat très intéressante de Christiane Rafidinarivo, docteure en science politique, sur les suites des élections présidentielles et législatives qui viennent de se dérouler à Madagascar.**

Cette professeure des Universités de La Réunion et d'Antananarivo a fait un exposé sur les nombreux problèmes qui sont posés aujourd'hui au peuple malgache après l'élection du président de la République, Hery Rajaonarimampianina, et la proclamation des élections de l'Assemblée nationale.

Ces problèmes sont ceux auxquels sont confrontés tous les peuples du monde et qu'elle a appelés: «quel régime politique?». Autrement dit: «quelle organisation des pouvoirs? Quelle démocratie? Quelle souveraineté populaire?» pour relever les graves défis auxquels sont confronté(e)s nos sœurs et frères malgaches?

la crise — parfois violente — qui a frappé Madagascar au cours des cinq dernières années, avec notamment une période de transition politique entre 2011 et 2014 dans le cadre d'une internationalisation du processus électoral.

Et à présent, selon elle, se posent plusieurs questions, comme par exemple: «va-t-on vers un dépôt des armes après cinq ans d'affrontements? Va-t-on vers un jeu démocratique, avec un contrôle et une limitation du pouvoir? Quels seront les degrés de souveraineté du peuple malgache sur le plan international face au poids de la finance et de certains pays qui cherchent leurs propres intérêts à Madagascar?».

**«Va-t-on vers un dépôt des armes ?»**

**Un autre défi à relever**

Dans un premier temps, Christiane Rafidinarivo a rappelé les diverses étapes de

Ces questions sont d'autant plus importantes que le peuple malgache est confronté à de graves problèmes sociaux, avec

un taux de pauvreté très élevé et une espérance de vie de 42 ans seulement. D'où cette question posée par la professeure après les échanges avec le public: «quels seront les rapports de forces pour relever les défis du peuple malgache?».

Bien sûr, c'est aux Malgaches eux-mêmes de répondre de façon libre et responsable à cette question afin de résoudre leurs problèmes. En même temps, en tant que Réunionnais, pouvons-nous être indifférents au sort de ce peuple frère de notre région, qui comptera 55 millions d'habitants dans une trentaine d'années et avec lequel nous avons beaucoup à partager? D'où l'importance de s'entendre entre Réunionnais et entre Malgaches pour mettre en œuvre ensemble et avec tous les autres peuples de l'Indianocéanie un co-développement régional solidaire. Voilà un autre défi à relever. Est-ce que le monde politique réunionnais est déterminé à assumer sa responsabilité dans ce domaine?

# Otété!

**Vodo mié biin ransingn a ou avan ékri in nafèr !**

**Si zot i lir justin zot la vu na dé zour dsa, moin té ékri «mon péi lé sal, sal, sal, moin lé désespéré»; zot i rapèl lo ta la sann lizine sikrièr en lèr o bor in falèz... so matin mi pas par la, lo boug la giny lo marsé zapèl dof té la ék son péltèz ...**

**Mi diskit ék li: «do moun i di out ta la sann i viin polié la tèr, larivièr, ziska la mèr! I fé la bou-la vaz- i tié tout plant dann fon loséan, koué lé vré laddan koué lé fo? Moin lé kominis, mi vé konprann sak i spas dan mon péi.»**

**Oté, lo boug, in zinn pétèt 30 tan, pa plis, pa pèrd la kart, li la res kalm, li la biin kontrol a li, mé konm si kantminm pa moin la promièr personn i poz a li lo problinm, la fé a moin po répons: «Kan la pli i tonm, la rivièr i désann an bou, kél koulèr i viin si la sirfas la mèr? - maron-rouz - kél koulèr lé mon tat sann? - gri-noir - déza inn, la bou dan la mèr lé pa gri-noir konm mon ta la sann!**

**Ou sa i sort so rézidi?**

**- i sort dan la kane**

**- moin la fé dzétid si lo plan ékolozik, dan so sann na matièr organik, azoté, i dériv la kane, mi tir a li lizine ou sak la kraz, la kui la kane, li artourn ou li sort dan lo karo kane po fèr langré natirèl... laddan na poin transformasyon simik. Mi koné ko sa mi fé; moin lé ekspèr laddan.**

**Dayèr, si ou lé kominis, moin osi moin lé kominis!»**

**Vodo mié biin ransingn a ou avan ékri in nafèr!**

Justin